

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
Genève

**Rapport du Groupe de travail spécial
sur l'interaction des investissements
et du transfert de technologie
sur sa première session**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 25 au 29 janvier 1993



NATIONS UNIES
New York, 1993

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 35
I. Elaboration du programme de travail du Groupe de travail	36 - 71
- Décision du Groupe de travail spécial	62
II. Questions d'organisation	72 - 77

Annexes

I. Programme de travail du Groupe de travail spécial	
II. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail spécial	
III. Propositions concernant le programme de travail : communication distribuée à titre informel par la délégation des Etats-Unis d'Amérique	
IV. Participation	

INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de la technologie, constitué conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session au Palais des Nations, à Genève, du 25 au 29 janvier 1993 */. Au cours de sa session, il a tenu quatre séances plénières.

Déclaration liminaire

2. L'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED a rappelé que l'Engagement de Carthagène reconnaissait le lien existant entre les capacités technologiques et le développement économique et social, et soulignait tout particulièrement que les politiques nationales en matière de technologie devaient s'inscrire dans un cadre directif approprié visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et à encourager les transferts de technologie, notamment par le biais des investissements étrangers. L'accent était également mis sur les mesures propres à encourager le renforcement des capacités locales et l'innovation, et il était demandé aux pays développés de faciliter l'accès des pays en développement à la technologie. Parmi d'autres domaines d'intérêt nouveaux, on pouvait citer les besoins technologiques des pays passant à l'économie de marché.

3. Le mandat du Groupe de travail spécial énonçait donc un certain nombre de questions de fond, dont le lien entre les investissements et le transfert et la mise au point de techniques, la contribution des investissements étrangers directs au transfert de technologie, les conséquences de la protection des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement, les incidences du changement technologique sur la compétitivité commerciale et les capacités nationales d'innovation et d'adaptation, et le transfert et la mise au point d'écotechnologies influant sur la compétitivité et le développement.

4. La documentation établie par le secrétariat n'insistait que sur quelques-unes des principales questions, en vue de stimuler les discussions du Groupe de travail sur l'élaboration du programme de travail pour les mois à venir. Y étaient également indiquées les possibilités concernant l'exécution des travaux. Il incombait toutefois aux experts de déterminer les domaines prioritaires sur lesquels concentrer les efforts et de décider du calendrier des sessions futures ainsi que des méthodes de travail. L'Adjoint du Secrétaire général espérait que les travaux du Groupe aboutiraient à l'établissement d'un important rapport sur l'état actuel des connaissances dans le domaine de l'investissement et de la technologie, ainsi que de recommandations adressées aux gouvernements, aux acteurs non gouvernementaux et à la communauté internationale dans son ensemble.

*/ Pour le mandat du Groupe de travail spécial, voir l'annexe C de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement.

Exposés présentés par des experts spécialement invités à la 1ère séance,
le 25 janvier 1993

5. Le professeur Charles Cooper, directeur de l'Institut de l'Université des Nations Unies pour les nouvelles technologies, a évoqué trois grandes questions : i) l'évolution de la concurrence industrielle; ii) les relations entre les problèmes de concurrence et les politiques d'industrialisation dans les pays en développement; et iii) les conséquences pour la définition de grandes orientations. La notion de concurrence avait considérablement évolué, passant d'un concept fondé sur la minimalisation des coûts au moyen de technologies déterminées (concurrence par les prix) à un concept reposant sur l'évolution continue des technologies concernant les procédés de fabrication et les produits (concurrence par l'innovation). Cette dernière concernait avant tout les processus d'apprentissage technologique au sein des entreprises. Certaines entreprises, en accumulant des connaissances technologiques, arrivaient à s'assurer, et parfois à conserver, une position dominante sur le marché. La concurrence par l'innovation faisait également ressortir le caractère à long terme de ce processus d'apprentissage au sein de l'entreprise. C'était l'histoire d'une entreprise qui déterminait ses capacités et sa position concurrentielle, y compris ses perspectives d'avenir. Ainsi, on trouvait tout un éventail d'entreprises à un moment donné dans un même secteur d'activité : des entreprises innovantes, qui lançaient les nouvelles technologies, mais qui étaient très peu nombreuses; des entreprises, constituant la majorité, qui les imitaient; enfin, les retardataires, qui restaient technologiquement à la traîne et n'étaient plus compétitives dans ces nouvelles conditions.

6. Pour ce qui était des politiques industrielles dans les pays en développement, elles subissaient aujourd'hui l'influence de deux phénomènes extrêmement importants - l'apparition de la concurrence par l'innovation, et l'ouverture de l'économie. Les règles du jeu de la politique d'industrialisation avaient nettement changé. Une conséquence fondamentale en était que l'industrialisation, de simple processus d'édification d'une base industrielle nationale protégée, devenait de plus en plus un processus d'insertion dans l'industrie mondiale, ce qui constituait un objectif tout à fait différent de celui du remplacement des importations dans les limites d'un marché protégé. Pour que le processus fût soutenu, il fallait presque toujours qu'il y ait accumulation de capacités technologiques au sein des entreprises. C'était là une priorité beaucoup plus importante dans les systèmes industriels modernes que cela ne l'avait jamais été dans les systèmes de remplacement des importations du passé.

7. Dans le même temps, plus l'industrie était novatrice, plus il fallait s'attendre à des formes internalisées de transfert de technologie (c'est-à-dire par investissements étrangers directs). Un thème fondamental des politiques d'industrialisation serait de plus en plus les moyens - investissements étrangers directs ou autres modes de transfert de technologie - par lesquels les industries des pays en développement pourraient parvenir à l'imitation. Les incidences de différentes méthodes d'imitation sur les processus d'accumulation de capacités technologiques soulevaient également une question importante.

8. Concernant les politiques, il fallait tout d'abord bien voir qu'il existait tout un éventail d'industries se situant à différents niveaux d'innovation et aussi des pays dotés de capacités technologiques limitées. Les possibilités réelles d'accéder au marché mondial pour ces derniers se trouvaient dans des secteurs non novateurs ou relativement peu novateurs. Cependant, l'éventail des industries à faible technologie se rétrécissait. Les systèmes technologiques modernes gagnaient des secteurs anciens et traditionnels, ce qui posait de très graves problèmes de politique industrielle dans les pays technologiquement faibles.

9. Dans ces conditions, le rôle de l'Etat serait d'encourager des mécanismes de transfert de technologie davantage à la mesure des capacités locales (c'est-à-dire des mécanismes d'imitation). On savait peu de choses sur cette question, car, dans le contexte d'une politique de remplacement des importations, elle ne retenait pas suffisamment l'attention. Les Etats se préoccuperaient également beaucoup des méthodes permettant de développer les capacités technologiques. Il fallait pour cela mettre l'accent sur l'enseignement technique et sur la compréhension des processus d'apprentissage au sein des entreprises. Enfin, dans de nombreux pays, l'Etat rechercherait des formes sélectives d'intervention pour soutenir les entreprises entrant dans des secteurs mondiaux d'innovation (version moderne de la protection des industries naissantes).

10. M. Juan Rada, vice-président (Strategic Alliances) de Digital Equipment Corporation International (Europe), a exposé les trois principales questions qui influaient sur les politiques de concurrence : i) le groupage des technologies et les alliances stratégiques; ii) le rôle des marchés financiers dans la formation des investissements et des capacités d'innovation; et iii) la technologie en tant que facteur grandissant de protectionnisme après les Négociations d'Uruguay. Concernant le point i), il a souligné la prépondérance des technologies groupées par rapport aux technologies individuelles, ce qui compliquait la gestion de la technologie. Les sociétés ne pouvaient plus fonctionner comme des entités isolées au sein d'une branche d'activité, car elles avaient besoin de plusieurs technologies en même temps pour être viables. Les entreprises formaient donc des alliances stratégiques et créaient des ensembles de sociétés travaillant en coopération. Ce phénomène soulevait un certain nombre de problèmes pour les politiques de concurrence au niveau national et au niveau international.

11. De plus, deux tendances contradictoires - cycles technologiques courts, d'une part, et cycles de produit longs, d'autre part - coexistaient. Cela aussi accroissait la complexité de la gestion de la technologie.

12. Concernant le point ii), M. Rada a souligné la nécessité de mieux comprendre comment les marchés financiers - du point de vue de la formation du capital social - encourageaient ou au contraire freinaient l'investissement et le renforcement des capacités technologiques. Par exemple, les structures financières étaient très différentes pour les sociétés opérant au Japon et celles qui opéraient aux Etats-Unis. La théorie schumpétérienne de l'innovation, fondée sur l'esprit d'entreprise, ne s'appliquait pas nécessairement au Japon et à l'Allemagne. Il s'agissait d'expliquer comment de grandes compagnies, telles que SONY, pouvaient être extrêmement novatrices et

très compétitives sur les marchés internationaux, alors qu'elles opéraient dans des pays qui décourageaient l'entreprise individuelle, qu'elles possédaient des structures d'entreprise extrêmement hiérarchisées et qu'elles étaient par ailleurs régies par des principes qui allaient à l'encontre des conceptions en matière de gestion couramment acceptées aux Etats-Unis. Cela tenait en partie au comportement des marchés de valeurs. Par exemple, les marchés au Japon, en Allemagne et en Italie étaient davantage axés sur l'investissement que sur la consommation; en outre, ils privilégiaient les gains de capital au détriment des dividendes, ce qui dictait aux entreprises une logique complètement différente concernant les décisions. Par ailleurs, les marchés financiers récompensaient ceux qui prenaient des risques (tous ceux qui participaient à la vie de l'entreprise) plutôt que ceux qui détenaient les actions. Les banques et l'industrie étaient censées avoir des intérêts davantage convergents qu'opposés, ce qui autorisait les entreprises japonaises à avoir des ratios d'endettement beaucoup plus élevés que ceux des entreprises occidentales. Leur marge brute d'autofinancement permettait aux entreprises japonaises d'investir dans la technologie à des niveaux qui étaient impossibles sur les marchés anglo-saxons. Enfin, des réglementations détaillées concernant la divulgation de l'information commerciale - comme aux Etats-Unis par exemple - faisaient que les sociétés étaient dirigées de façon plus administrative que commerciale. M. Rada a déploré que, se conformant aux recommandations de la Banque mondiale, les pays d'Europe orientale et les pays en développement copient aujourd'hui le système anglo-saxon, alors que les systèmes japonais et allemand s'étaient révélés beaucoup plus efficaces.

13. Concernant le point iii), il a fait valoir qu'après les Négociations d'Uruguay, le protectionnisme serait probablement fondé sur le contenu technologique. Il a prédit que les pays et les régions insisteraient de plus en plus sur le contenu technologique plutôt que sur la proportion d'éléments d'origine nationale dans les produits. De ce fait, les capacités d'ingénierie et de recherche encouragées par les investissements étrangers deviendraient aussi cruciales que les capacités manufacturières.

14. M. Herbert Oberhänsli, assistant chargé des affaires économiques auprès du Président de Nestlé SA, se référant principalement à l'expérience de Nestlé et aux résultats de l'enquête réalisée par des industriels européens, a évoqué les systèmes d'échanges réciproques entre pays se trouvant à différents stades de développement économique, systèmes qui stimulaient l'acquisition de connaissances au niveau local dans le domaine de la production et de la distribution. A cet égard, la protection des marques était capitale, car celles-ci encourageaient la rénovation des produits. Elles étaient une garantie de qualité au plan international et un puissant instrument pour l'application commerciale du progrès technique et l'intégration globale des marchés. D'où l'importance de la protection des droits de propriété intellectuelle, qu'il s'agisse de brevets ou de marques de fabrique. L'utilisation des noms de marque et la technologie transférée devaient donner lieu à une rémunération adéquate. M. Oberhänsli a signalé que Nestlé menait des activités de recherche dans 15 centres répartis dans le monde entier, dont deux dans des pays en développement.

15. Un des principaux obstacles au transfert de technologie (domaine où des améliorations avaient néanmoins été constatées au cours des six dernières années) tenait aux diverses conditions liées à l'octroi de licences, qui limitaient les possibilités d'accès aux facteurs et influaient sur les décisions commerciales. Parmi les autres obstacles, il fallait citer les régimes fiscaux (non pas tant le niveau d'imposition que les structures) et les contrôles des prix, qui entravaient considérablement la mise au point locale et le transfert de techniques. Le comportement du secteur privé local était également important, et favorisait tout particulièrement les investisseurs étrangers lorsqu'il avait une orientation internationale. Des améliorations avaient certes été enregistrées ces dernières années, mais il était essentiel, pour le transfert de technologie, que celles-ci aient un caractère cohérent. Les pays évoluaient si rapidement qu'il était parfois difficile pour les entreprises de se tenir informées de tous les progrès réalisés dans les principaux pays en développement d'accueil. Les changements apportés aux conditions d'investissement dans les pays en développement avaient entraîné une très nette progression, en valeur absolue, des investissements étrangers directs, notamment en 1991 et 1992. En valeur relative, la part de l'ensemble des investissements étrangers dans la formation brute de capital fixe des pays considérés avait augmenté.

16. L'évolution tenait notamment à l'accroissement de la part de l'investissement privé local dans l'investissement global : depuis le début des années 80, celle-ci était passée de 60 % à près de 70 %. Par comparaison avec les chiffres correspondants pour le monde industrialisé, ce changement était presque une révolution. Il en résultait une efficacité accrue de l'investissement et une meilleure utilisation des ressources disponibles. Cela impliquait des gains d'efficacité dans l'utilisation de la technologie et la mise au point de techniques au niveau local, tandis que la compétitivité des entreprises locales s'améliorait. M. Oberhänsli a souligné que l'investissement local était la clé du développement d'un pays, quel qu'il fût.

17. Selon lui, les pays avaient besoin d'une stratégie globale de transformation technologique. On pouvait utilement s'inspirer des efforts de libéralisation des pays en développement les plus avancés dans ce domaine. Il incombait aux entreprises de faire des investissements qui viennent s'ajouter à la création de savoir-faire et aux liens avec le monde extérieur.

Questions soulevées au sujet des exposés des experts

18. En réponse à la question de savoir s'il fallait ou non établir encore une distinction entre les différents marchés financiers de la Communauté européenne compte tenu de l'intégration monétaire européenne, M. Rada a dit que c'était effectivement là un problème épineux qui restait à résoudre. En dernière analyse, les caractéristiques du marché européen des valeurs dépendraient de la capitale financière de la Communauté - Francfort ou Londres. Selon lui, les tendances actuelles semblaient privilégier ce qu'il appelait le "capitalisme rhénan".

19. Le représentant de la Colombie a demandé à M. Rada comment il concevait la protection fondée sur le contenu technologique, et non sur la proposition d'éléments manufacturés sur place, à une époque où la formation et les sources de capital s'internationalisaient de plus en plus.

20. M. Rada a répondu que, d'un point de vue historique, les obstacles tarifaires avaient diminué non pas à cause de la volonté des décideurs, mais plutôt parce que la viabilité des industries n'était plus assurée à l'intérieur des frontières nationales. Une question cruciale aujourd'hui serait de savoir de quels types de mécanismes disposeraient les pays et les régions après une réduction sensible des droits de douane. A l'heure actuelle, la capacité technologique était un élément beaucoup plus important que l'aspect manufacturier pour mesurer la capacité concurrentielle des pays. Ainsi, les responsables devaient trouver des moyens - si possible sous la forme d'un mécanisme spécifique - d'obliger le capital international à procéder à une répartition des ressources davantage en termes de capacités technologiques.

21. La représentante de l'Egypte a demandé pourquoi la Banque mondiale préférait le modèle anglo-saxon d'investissement et si le marché financier anglo-saxon était plus facilement transposable aux pays en développement que le modèle germano-japonais, et quelles entreprises - grandes entreprises ou petites et moyennes entreprises - étaient le plus aptes à adapter et absorber les techniques de pointe.

22. Le représentant du Chili a demandé si la différence entre les deux types de marché financier tenait à des éléments culturels ou était plutôt fondée sur les politiques et les réglementations actuelles, et si les marchés financiers allemands et japonais étaient plus propices à l'innovation technologique, et pour quelle raison.

23. M. Rada a formulé deux observations. Premièrement, il existait de nombreux types d'économie de marché, qui s'étaient révélés plus ou moins performants. Aussi était-il essentiel de bien comprendre que les problèmes en jeu pouvaient être abordés de diverses façons. La question cruciale était de savoir quel type de marché financier était le plus favorable à un réel processus d'accumulation systématique aux fins du développement. Les différences entre tel ou tel marché n'étaient pas dues essentiellement à des différences culturelles ou ethniques. Il serait utile d'organiser un débat sur les différents modèles d'économie de marché, notamment sur la question fondamentale de savoir comment chaque modèle influait sur différents niveaux d'accumulation du capital et d'innovation. M. Rada présumait cependant que des marchés financiers encourageant les gains en capital et privilégiant l'investissement plutôt que la consommation serviraient mieux les intérêts des pays en développement.

24. Le représentant du Bangladesh a dit que le débat sur les investissements étrangers directs et le transfert de technologie ne présentait guère d'intérêt pour les pays les moins avancés, car il y avait peu d'investissements étrangers dans ces pays et il n'y avait aucune innovation dans la production de produits de base. Les PMA ne pouvaient donc pas maximiser les avantages découlant de l'exportation de tels produits. Le représentant a souligné qu'en dépit des nombreuses incitations proposées, les PMA ne recevaient pas d'investissements étrangers directs, ce qui pouvait s'expliquer, selon lui, par des facteurs non économiques.

25. Répondant au représentant du Bangladesh, qui s'était interrogé sur l'utilité du débat pour les PMA et sur l'absence d'innovation concernant les produits de base, M. Rada a affirmé que, comme le montrait l'histoire de ces produits, les avantages comparatifs naturels avaient été systématiquement érodés par la science et la technique (c'est-à-dire par les produits synthétiques) depuis le milieu des années 70. Il s'agissait là d'une tendance mondiale, d'une importance cruciale pour les pays en développement. De plus, avec la fin de la guerre froide, des paramètres géographiques plutôt que politiques avaient commencé à dicter les relations économiques, et cette évolution s'accentuerait sans doute à l'avenir.

26. Le représentant du Corps commun d'inspection se demandait si le transfert de technologie pourrait jamais être mené à bien, compte tenu du fait que différents organismes des Nations Unies avaient déjà dépensé des millions de dollars pour encourager le transfert de sciences et de techniques vers les pays en développement. En outre, était-il réaliste d'espérer que les sociétés transnationales transfèrent des techniques, si leurs concurrents pouvaient utiliser ces mêmes techniques pour leur disputer des parts de marché ?

27. Le professeur Cooper a dit que les pays à faible revenu étaient également concernés par les questions de technologie. Tout pays qui aspirait à avoir une production industrielle compétitive devait s'intéresser aux processus d'évolution technique. Ne pas rester efficace et compétitif dans une économie mondiale de plus en plus ouverte risquait d'avoir des conséquences coûteuses, y compris dans des secteurs non novateurs. Concernant la mise en place d'un potentiel technologique, la première étape consistait à renforcer les capacités d'imitation; la création de capacités d'innovation pouvait être envisagée ensuite. La première étape n'était pas moins importante que la seconde.

28. Répondant à la question soulevée par le représentant du Corps commun d'inspection, le professeur Cooper a fait observer que la mainmise totale d'entreprises novatrices sur leurs innovations était l'exception plutôt que la règle. Les entreprises privatisaient des techniques principalement pour céder des licences ou mettre sur pied des opérations conjointes. Ainsi, le fait que des entreprises contrôlaient dans une large mesure des connaissances nouvelles ne voulait pas dire que celles-ci n'étaient pas disponibles, même si elles pouvaient effectivement être très onéreuses.

29. Le représentant de la Colombie a demandé quels types de politique avaient servi à stimuler la recherche dans les pays en développement. M. Oberhänsli a répondu qu'en ce qui concernait la politique industrielle, les réformes en faveur du secteur privé local et des investissements étrangers directs avaient joué un rôle positif. Il tenait pour néfastes les situations dans lesquelles les pays d'accueil devaient soutenir la concurrence au moyen de subventions, notamment en matière de R-D. Une part élevée de recherche privée, comme au Japon et en Suisse, garantissait que les travaux de recherche étaient réalisés dans une perspective de marché. L'accès à d'autres ressources, telles que le crédit, devait également être libéralisé.

30. Les représentants de la Norvège et du Bangladesh ont demandé que l'on distingue entre les problèmes qui se posaient à des pays se situant à des niveaux de développement différents. Si les investissements étrangers directs étaient un important vecteur du transfert de technologie, il fallait souligner que l'essentiel des investissements ne sortait pas de la triade Japon-Etats-Unis-Europe. La part des pays en développement était faible et aussi très inégalement répartie, les PMA recevant moins de 0,1 % de l'ensemble des flux. Il importait au plus haut point de concevoir des politiques et des mesures pour enrayer la marginalisation économique et technologique des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique estimait que la façon dont les nouveaux pays industriels avaient réussi à susciter des flux accrus d'investissement et de technologie pouvait être une source d'enseignements pour les autres pays en développement.

31. Le Président a évoqué quelques aspects de l'expérience du Japon dans les années 50 et 60, qui semblaient encore d'actualité. Au cours de cette période, le Gouvernement japonais avait minutieusement examiné les apports d'investissements étrangers directs du point de vue aussi bien de leurs effets en matière d'apprentissage technique que de leurs conséquences pour les activités existantes, l'emploi et l'organisation industrielle. Les pouvoirs publics jouaient à cet égard un rôle actif.

32. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a souligné l'importance des préoccupations des PMA, qu'il s'agisse de trouver des moyens de s'industrialiser, d'accroître la production d'articles manufacturés pour l'exportation ou encore de créer un entraînement en amont avec l'agriculture, en vue de réduire la dépendance de ces pays à l'égard des exportations de produits de base. Il a préconisé des investissements étrangers qui privilégient des techniques laborieuses et l'utilisation de facteurs d'origine locale. Selon lui, le transfert de technologie vers les pays en développement devait se faire à des conditions de faveur.

33. Le représentant du Brésil a demandé si les centres de recherche de Nestlé procédaient principalement à l'adaptation de produits ou s'ils faisaient également de la recherche fondamentale. De plus, il souhaitait connaître les critères de sélection du lieu d'implantation de ces centres. M. Oberhänsli a répondu que les deux centres de Nestlé installés dans des pays en développement faisaient surtout de la recherche appliquée, mais aussi certains travaux de recherche fondamentale. Le choix du lieu d'implantation était essentiellement fonction des opérations déjà réalisées sur place, du personnel qualifié local et de l'existence d'une réglementation n'entravant pas la circulation des résultats de la recherche. Concernant la politique de transfert de technologie, M. Oberhänsli a déclaré que Nestlé ne se contentait pas de transférer des usines et des machines, mais investissait également dans la formation de personnel local. Quant aux moyens d'attirer des investissements étrangers directs, il estimait préférable de chercher une solution pays par pays - plutôt qu'une solution générale.

34. Répondant au représentant de la Colombie, qui lui avait demandé de développer la question des écotechniques sous l'angle de l'innovation dans la haute technologie, M. Rada a dit qu'il considérait que les préoccupations écologiques seraient le principal stimulant de la recherche dans

les années 90. L'attention grandissante portée à la gestion "de bout en bout" nécessitait des travaux de recherche dans le secteur du désassemblage et du recyclage, ainsi que de nouveaux types de technologie.

35. Se référant aux préoccupations exprimées par le représentant du Bangladesh, le professeur Cooper a dit que les PMA devraient examiner l'expérience d'autres pays, notamment l'Inde, concernant le renforcement des capacités technologiques. Il a évoqué le cas du Japon où, pendant longtemps, la concession de licences avait été privilégiée par rapport aux investissements étrangers directs et au transfert de technologie. Il a également souligné que la haute technologie et l'innovation n'étaient pas nécessairement identiques et que de nombreuses innovations reposaient sur des techniques simples.

Chapitre I

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL

(Point 3 de l'ordre du jour)

36. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail spécial était saisi du document suivant :

"Questions à prendre en considération pour l'établissement du programme de travail" - note du secrétariat de la CNUCED (TD/B/WG.5/2).

Il disposait également du document de base ci-après :

"Interaction des courants d'investissement et du transfert de technologie : vue d'ensemble des principales questions" - document établi par M. Sanjaya Lall, de l'Institute of Economics and Statistics de l'Université d'Oxford, en coopération avec le secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/ITD/TEC/1).

37. Le Directeur de la Division du commerce international a déclaré que le Groupe de travail se réunissait à une époque marquée par d'importants changements. La mondialisation - caractérisée, entre autres, par une libéralisation et une véritable révolution technologique - entraînait une profonde transformation de la division internationale du travail, de la compétitivité internationale, des compétences nécessaires, des modes d'organisation ainsi que des besoins en matière d'appui technologique. Présentant les documents établis par le secrétariat, il a souligné que l'interaction de l'investissement, du transfert de technologie et du renforcement des capacités techniques soulevait de nombreuses questions.

38. A propos du document de base portant la cote UNCTAD/ITD/TEC/1, le Directeur a dit que, du point de vue de la demande, il fallait tenir compte des facteurs déterminant le choix du mode de transfert de technologie, des intérêts stratégiques des entreprises et de la politique des pouvoirs publics, en particulier dans les pays bénéficiaires. Du point de vue de l'offre, des facteurs macro-économiques, micro-économiques et stratégiques influaient sur la décision des entreprises d'investir et de transférer des techniques. La contribution du transfert de technologie au développement des moyens techniques nationaux dépendait de la capacité d'assimilation du pays bénéficiaire, laquelle était fonction des compétences, des connaissances spécialisées, des modes d'organisation et des mesures d'incitation prises. L'échange de données d'expérience entre les Etats membres permettrait certainement au Groupe de travail de formuler des recommandations et des directives appropriées pour la définition et la mise en oeuvre de politiques à l'échelle nationale et internationale, ainsi que pour la coopération économique internationale.

39. En ce qui concernait la note du secrétariat sur les questions à prendre en considération pour l'établissement du programme de travail (TD/B/WG.5/2), des suggestions étaient faites au sujet des grands thèmes suivants : cadre général; rôle des agents économiques; progrès technique, compétitivité commerciale et ajustement structurel; renforcement des capacités techniques; indicateurs technologiques et techniques écologiques.

40. En conclusion, le Directeur a fait observer que l'éventail des questions à traiter était large et que le Groupe de travail devait déterminer lui-même les domaines sur lesquels il concentrerait son attention, compte tenu de l'expérience acquise à la CNUCED dans le domaine de la technologie, de l'investissement et des questions commerciales, ainsi que des travaux d'autres organisations - internationales et non gouvernementales.

41. La porte-parole du Groupe asiatique (Philippines) était sûre que le programme de travail non seulement contribuerait à promouvoir le transfert de technologie et la coopération entre pays développés et pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, mais encore permettrait à ceux-ci de participer de façon active et compétitive aux échanges mondiaux de biens et services. Le Groupe asiatique proposait d'étudier les thèmes prioritaires dans l'optique suivante :

a) Cadre général : on pourrait étudier de façon plus approfondie l'effet du transfert de technologie lié aux investissements à l'échelon des entreprises, ainsi que les formes de transfert, et analyser les cas de réussite dans ce domaine. L'accent devrait également être mis sur les droits de propriété intellectuelle, qui soulevaient des questions délicates. A cet égard, il convenait d'étudier les différences entre les régimes nationaux en vigueur, en vue de faciliter la conclusion d'accords de transfert de technologie. Priorité devrait être donnée à la biotechnologie : un débat était en cours sur la possibilité de breveter les découvertes dans ce secteur où les pays en développement pouvaient jouer un grand rôle en tant que principaux fournisseurs de ressources biologiques.

b) Rôle des agents économiques : il importait d'examiner le rôle des différents agents compte tenu de l'expérience acquise dans les pays en développement. Il fallait également étudier le rôle de l'Etat, et définir en particulier les domaines dans lesquels son intervention était souhaitable et ceux où il fallait laisser s'exercer les forces du marché.

c) Progrès technique, compétitivité commerciale et ajustement structurel : l'adoption de nouvelles techniques pouvait se traduire par une utilisation plus efficiente de matières premières exportées en particulier par les pays les moins avancés (PMA), et par le remplacement de matières traditionnelles par des produits nouveaux - ce qui risquait de réduire la demande de produits d'exportation essentiels des pays en développement. En outre, les pays développés possédaient un avantage sur les pays en développement en ce sens qu'ils pouvaient facilement adopter et mettre à profit de nouvelles techniques. En ce qui concernait la compétitivité commerciale, il convenait d'étudier l'effet de la formation de blocs commerciaux régionaux sur les investissements, les échanges et le transfert de technologie. Quant aux programmes d'ajustement structurel, une parfaite compréhension de leurs buts aiderait à concilier les objectifs dans le domaine du commerce, de l'investissement et du développement industriel et technique, et favoriserait ainsi un transfert efficace de technologie. L'étude des programmes d'ajustement structurel permettrait aussi de mieux comprendre comment les pays en développement qui avaient obtenu de bons résultats dans ce domaine avaient réussi à attirer davantage d'investissements.

d) Renforcement des capacités techniques : des monographies devraient être faites pour expliquer comment le renforcement des capacités techniques avait contribué à accélérer le progrès économique dans certains pays. Elles devraient décrire des facteurs macro et micro-économiques comme la formation des ressources humaines, les apports de techniques étrangères et la politique de l'Etat dans le domaine industriel, commercial, scientifique et technique. Ces monographies devraient également traiter les points suivants :

i) conséquences, pour les pays en développement, du transfert de techniques dépassées, résultant de l'implantation d'industries non compétitives auparavant établies dans les pays développés; ii) dépendance des filiales locales à l'égard des sociétés transnationales mères pour la mise au point de nouveaux produits ou l'amélioration des techniques et procédés; iii) conditions nécessaires pour assimiler rapidement et adapter progressivement les techniques étrangères; iv) avantages de l'investissement étranger direct par rapport aux autres modes de transfert de technologie, comme l'achat pur et simple.

e) Techniques écologiques : le Groupe asiatique approuvait le plan de travail esquissé dans la note du secrétariat, mais soulignait qu'il s'agissait là d'un domaine où une coopération internationale était indispensable, conformément au Programme d'action 21.

42. En conclusion, la porte-parole a déclaré que le programme de travail tout entier devrait être axé sur la réalisation d'objectifs intermédiaires. Il fallait parvenir à des résultats concrets, comme l'établissement d'un réseau international d'information sur la technologie liée aux investissements. On pourrait ainsi constituer une base de données d'expérience à laquelle auraient accès tous les pays, en particulier les pays en développement. Elle pourrait contenir des renseignements sur les types d'investissement favorisant le transfert de technologie, ainsi que sur les techniques écologiques qui étaient offertes gratuitement par leurs auteurs ou leurs propriétaires hors du cadre des régimes de propriété intellectuelle.

43. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les activités du Groupe de travail revêtaient une grande importance pour le développement de nombreux pays. Il a proposé des éléments pour le programme de travail, qui pourraient être utiles aux participants, et a mentionné à cet égard le document que sa délégation avait distribué officiellement au Groupe de travail. (Pour le texte des propositions des Etats-Unis, voir l'annexe III ci-après). Le Groupe de travail pouvait devenir un lieu de rencontre offrant à des experts internationaux, notamment du secteur privé, la possibilité de donner leur avis sur les conditions propices à l'investissement et autres moteurs du transfert, de l'assimilation et de la mise au point de techniques. Il pouvait également être un forum idéal pour l'échange, entre les pays, de données d'expérience sur la promotion du transfert de technologie et sur le renforcement des capacités techniques nationales. Le secrétariat de la CNUCED pourrait, pour sa part, mettre à jour une étude antérieure sur les lois et règlements relatifs au transfert et à la mise au point de techniques, et passer en revue les ouvrages parus au sujet du transfert de technologie.

44. La représentante de la Roumanie a dit que son gouvernement attachait une grande importance aux questions dont allait s'occuper le Groupe de travail, qui devrait contribuer à encourager les courants d'investissements et de techniques vers les pays en développement et les pays en transition. Elle espérait que les recommandations adoptées auraient un caractère pragmatique. Plusieurs thèmes exigeaient une attention prioritaire :

1) les différents modes de transfert de technologie liés aux investissements, les possibilités qu'ils offraient et les problèmes qu'ils soulevaient dans l'optique du progrès technique des pays en développement et des pays en transition; 2) l'influence de la protection des droits de propriété intellectuelle sur les investissements et le développement des activités techniques; 3) le rôle joué par différents agents comme les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales dans l'augmentation des courants d'investissement, la formation et le développement des capacités techniques; 4) les stratégies des entreprises et les modes de coopération entre les sociétés des pays d'origine et celles des pays d'accueil en ce qui concernait l'investissement dans la recherche; 5) l'influence du progrès technique sur la compétitivité commerciale, les exportations et les capacités nationales d'innovation et d'adaptation; 6) l'ajustement structurel, les courants d'investissement et la maîtrise des techniques étrangères et locales; 7) le rôle joué par les investissements étrangers dans la privatisation en cours dans les pays en transition; 8) les moyens d'encourager et de faciliter la mise au point de techniques écologiques et leur transfert aux pays en développement ainsi qu'aux pays en transition, notamment à des conditions préférentielles; 9) la possibilité de créer des mécanismes financiers supplémentaires pour aider à financer le développement, les importations et l'amélioration de techniques écologiques; 10) les domaines dans lesquels la coopération technique internationale en matière de transfert de technologie pourrait être renforcée, au niveau intergouvernemental et à l'échelon des entreprises; 11) le transfert inverse de technologie.

45. Le représentant de la Norvège a souligné que les investissements n'allaient pas forcément aux pays qui en avaient le plus besoin. Le Groupe de travail devrait étudier les problèmes rencontrés par les pays qui attireraient peu de courants d'investissements et de technologie, sans que ses travaux fassent double emploi avec ceux d'autres organes ou organismes comme le Groupe de travail spécial de la CNUCED sur les investissements et les apports financiers. Les investissements ne constituaient pas le seul moyen de transférer des techniques, et l'investissement étranger direct ne résoudrait pas tous les problèmes. Dans des domaines stratégiques, comme le secteur alimentaire, la coopération et l'assistance technique internationales pouvaient notamment jouer un grand rôle. Il était également indispensable de mettre au point et de diffuser des techniques écologiques pour parvenir à un développement durable. Le représentant partageait l'avis que, dans les années à venir, le progrès technique serait en grande partie déterminé par des considérations écologiques. Ces techniques n'étaient cependant pas forcément "économiques" et leur contribution à la protection de l'environnement n'était pas toujours un argument suffisant pour encourager leur adoption. Il fallait donc absolument prendre des mesures pour favoriser leur mise au point et leur diffusion, question qui pourrait être étudiée de façon approfondie lors d'un séminaire ou d'un atelier.

46. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a dit que les pays les moins avancés attachaient une grande importance aux efforts déployés par la CNUCED pour concevoir des politiques et mesures internationales propres à stimuler le transfert de technologie par les pays industrialisés. Les PMA avaient impérieusement besoin d'acquérir et appliquer des techniques pour se développer, mais leurs capacités techniques étaient limitées, ce qui décourageait l'investissement étranger direct. Malheureusement, il n'y avait pas de mécanisme précis pour le transfert de technologie. Le Groupe de travail pourrait donc essayer de concevoir des moyens novateurs, conformément à l'Engagement de Carthagène, afin de permettre aux pays en développement de se doter des techniques dont ils avaient besoin pour relancer leur économie. Les facteurs de production offerts par ces pays, comme les matières premières et une main-d'oeuvre à bon marché, ne devaient pas constituer leur seul attrait aux yeux des investisseurs. Il fallait bien voir qu'ils souhaitaient accélérer leur développement - industriel et agricole - pour créer des emplois et favoriser la croissance des revenus. Vu leur faible niveau de développement, il fallait s'employer à fournir aux PMA des techniques qui leur permettent de mieux soutenir la concurrence internationale et d'accroître leurs exportations, en particulier leurs exportations d'articles manufacturés et de produits de base.

47. De toute évidence, le transfert de technologie ne saurait porter ses fruits en l'absence de moyens scientifiques. Il fallait donc mettre l'accent sur l'enseignement dans les disciplines scientifiques de base et sur la mise en place de centres de recherche efficaces dans les pays en développement. Les compétences scientifiques pouvaient également être "importées" par le biais de la formation technique et professionnelle, dans le cadre de programmes d'assistance technique offerts par les pays industrialisés aux pays en développement. Etant donné les restrictions imposées au transfert de technologie, il fallait étudier la possibilité de mettre à la disposition des pays en développement des techniques qui étaient tombées dans le domaine public, mais demeuraient utiles.

48. En s'efforçant d'accélérer leur croissance économique et, en particulier, leur industrialisation, les pays devraient s'attacher à prévenir les risques écologiques. Ils devraient en particulier lutter activement contre la pollution atmosphérique et la pollution de l'eau d'origine industrielle. Il fallait utiliser des techniques non polluantes d'une grande efficacité énergétique, que les pays industrialisés devraient transférer aux pays du Sud à des conditions raisonnables pour ces derniers.

49. Le représentant de la Hongrie a souligné l'importance mondiale des activités relatives aux investissements étrangers directs et au transfert de technologie. Il ne fallait pas amalgamer les besoins d'investissements et de technologie des pays en développement avec ceux des pays en transition, lesquels se heurtaient à des difficultés d'une autre nature et avaient des besoins particuliers - ce dont témoignaient les transformations en cours en Hongrie et les investissements nécessaires pour arriver à une ample libéralisation des importations et des prix, ainsi qu'à la mise en valeur des ressources humaines. Ces efforts pourraient être grandement soutenus si la coopération s'accroissait entre les pays en développement, les pays développés et les pays en transition.

50. Le représentant des Pays-Bas a dit que la CNUCED devrait axer ses activités sur les questions qui n'étaient pas traitées par d'autres organes du système des Nations Unies tels que l'ONUDI, le PNUE ou le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. En même temps, la CNUCED devrait tirer parti, selon qu'il conviendrait, des activités menées dans ce très vaste domaine par d'autres organismes. Il pourrait être intéressant d'examiner les activités à composante technologique de l'OCDE, notamment le "Programme d'économie technologique". La CNUCED, dans l'accomplissement de sa tâche, pourrait organiser des réunions rassemblant différents acteurs intervenant dans le vaste domaine des investissements et du transfert de technologie, comme des théoriciens, chercheurs et universitaires, ainsi que des représentants des secteurs privé et public et de divers organismes des Nations Unies. Cela ne saurait toutefois remplacer la contribution spécifique de la CNUCED, fondée sur les travaux du Groupe de travail spécial.

51. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a exposé quelques-unes des activités menées par son organisation dans le domaine des investissements et du transfert de technologie, qui recoupaient en certains points le mandat du Groupe de travail spécial. Il fallait cependant noter qu'il n'y avait pas double emploi avec les activités de la CNUCED, parce que les travaux de l'ONUDI dans ce domaine étaient expressément axés sur les entreprises. Le représentant a mentionné certaines activités de l'ONUDI relatives à la promotion des investissements dans les pays en développement, notamment l'organisation de réunions par pays concernant les débouchés; l'aide à la mise en place d'institutions ayant pour rôle de promouvoir et de faciliter les courants de technologie et d'aider les entreprises locales à acquérir des techniques; et l'organisation de programmes et cours de formation à la négociation de contrats, à l'intention des fonctionnaires et des entrepreneurs de pays en développement. L'ONUDI souhaitait resserrer sa coopération avec la CNUCED dans le domaine des investissements et du transfert de technologie, en particulier pour l'exécution du programme de travail du Groupe. Elle était prête à examiner de façon approfondie les complémentarités des programmes de chaque organisation.

52. Le représentant de la Chine a déclaré que la question des investissements et du transfert de technologie intéressait à la fois les pays en développement et les pays développés. Les investissements étrangers directs et la création de sociétés transnationales étaient de nature à accroître les courants de technologie vers les pays en développement. A contrario, le fléchissement des flux d'investissements vers ces pays avait entraîné une diminution des apports de technologie. La Chine avait pris des initiatives importantes et nettement amélioré les conditions concernant les investissements et le transfert de technologie depuis l'adoption d'une politique d'ouverture en 1978. L'économie nationale avait ainsi attiré nombre de technologies de pointe par le biais d'investissements étrangers, ce qui l'avait stimulée. Une série de mesures avaient été prises en 1992 dans le dessein de faire de la Chine une "économie socialiste de marché", ce qui favoriserait sans doute nettement les investissements étrangers et le transfert de technologie.

53. Le représentant considérait que les investissements et le transfert de technologie aux pays en développement étaient encore entravés par certaines pratiques déloyales nuisant à la capacité d'absorption des pays en développement, notamment par des pratiques discriminatoires, telles que les restrictions et le contrôle rigoureux imposés à l'exportation de techniques de pointe. Des prix exorbitants restreignaient aussi la faculté d'absorption des pays en développement. De l'avis du représentant, le transfert de technologie et les investissements profitaient aussi bien au propriétaire qu'au bénéficiaire de la technologie. L'amélioration des conditions locales devrait aller de pair avec l'établissement de conditions extérieures plus propices aux courants d'investissements et de technologie. Le programme de travail du Groupe devrait comprendre des études visant à encourager la création d'un tel environnement.

54. Le représentant de l'Indonésie a commencé par mettre en relief les liens qui existaient entre ce groupe de travail et d'autres, en soulignant qu'ils étaient complémentaires. A propos du programme de travail, il a souligné que le Groupe devrait aider à combler l'écart entre les pays développés et les pays en développement du point de vue du potentiel technologique. La bonne volonté de tous les acteurs serait essentielle pour aider les pays les moins avancés à se moderniser. Le Groupe de travail devrait définir le rôle concret que les gouvernements et le secteur privé auraient à jouer dans les pays développés et dans les pays en développement, ainsi que les tâches des organisations internationales. Le représentant a souligné que la mise en valeur des ressources humaines, étayée d'une large infrastructure, serait décisive pour accroître la capacité technologique. A cet égard, l'appui et l'assistance des pays développés aux pays en développement et aux pays les moins avancés donneraient une impulsion plus forte au développement.

55. Le représentant de la République de Corée s'est offert à partager l'expérience que son pays avait acquise dans ce domaine avec les autres participants du Groupe de travail. Son pays avait développé son économie dans les années 60 et 90 sans guère dépendre des investissements étrangers directs, et avait acquis assez facilement un savoir-faire classique par le biais d'accords de licence. Actuellement, étant donné les difficultés qu'il y avait à se procurer des techniques étrangères de pointe, la République de Corée prenait de nouvelles dispositions pour encourager l'investissement étranger direct en modifiant sa politique financière et en remaniant les mécanismes destinés à favoriser la technologie et la protection de la propriété intellectuelle. La République de Corée souhaitait une étude de l'incidence de certains éléments, tels que les licences de technologie et les investissements étrangers directs, sur les courants d'investissements.

56. Le représentant du Royaume-Uni a souligné la nécessité d'axer le programme de travail sur des thèmes et questions précis. Les travaux à entreprendre sur le transfert de technologie devraient tenir dûment compte des différences de niveaux de développement entre les pays. Le programme de travail devrait avoir pour objet de concevoir des mesures et politiques appropriées à chaque stade du développement.

57. La représentante de l'Egypte a dit que le Groupe de travail devrait centrer ses efforts sur ce qu'il pourrait faire en deux années. Selon elle, le Groupe de travail devrait chercher d'abord à faire le point des conditions actuelles du transfert de technologie et des courants d'investissements vers les pays en développement. Il devrait aussi examiner les politiques adoptées par les pays développés pour faciliter le transfert de technologie aux pays en développement. L'expérience des pays d'origine tout comme des pays d'accueil serait intéressante pour l'activité du Groupe de travail. A cet égard, il convenait d'examiner le rôle du secteur privé. Il faudrait insister sur la contribution que les investissements pouvaient apporter au développement du potentiel technologique national. A ce propos, le rôle des marchés de capitaux appelait aussi un examen. Le Groupe de travail pourrait à cet effet constituer un groupe d'experts. Une autre question à aborder était la définition des types d'entreprises des pays en développement qui se prêtaient à des activités dans le domaine des technologies de pointe. Enfin, un transfert de technologie à titre préférentiel aux pays en développement était nécessaire dans certains secteurs tels que la santé et la sécurité alimentaire.

58. Le représentant du Chili a proposé d'inscrire au programme de travail du Groupe à la fois les questions mentionnées dans la note du secrétariat et celles qui figuraient dans la communication distribuée à titre officieux par la délégation des Etats-Unis. Il a émis l'avis que la compétitivité internationale devrait être considérée comme une notion fondamentale pour établir un ordre de priorité parmi les éléments du programme de travail.

59. Le représentant de l'Argentine a dit que, vu les conditions particulières découlant des efforts d'ajustement structurel des pays en développement, le Groupe de travail pourrait examiner deux questions. Premièrement, il pourrait axer sa réflexion sur la création de capacités technologiques locales, en tant que facteur décisif pour accroître la compétitivité. Les efforts de recherche-développement dans les pays du tiers monde portaient essentiellement sur l'adaptation de la technologie; environ 2 % seulement de l'ensemble de la recherche-développement provenaient de pays en développement. Il fallait que ces pays soient informés des différentes filières permettant de stimuler les investissements et l'innovation. Dans ce domaine, il fallait entreprendre un travail théorique, en particulier sur les investissements incorporels. Le représentant a souligné que les pays en développement retireraient un grand profit d'une analyse des instruments employés par les pays développés et de leurs incidences sur les investissements et l'innovation. Il a cité comme exemples le système de crédit d'impôt aux Etats-Unis, la législation adoptée par l'Australie en 1986 et la récente loi des Etats-Unis sur la compétitivité.

60. Deuxièmement, le Groupe pourrait faire porter ses travaux sur les politiques de diffusion de la technologie, qui influaient aussi sur la compétitivité. En ce sens, il serait intéressant d'examiner des programmes et instruments tels que le Programme d'application de la micro-électronique au Royaume-Uni et beaucoup d'autres mesures adoptées dans des pays comme le Japon, l'Allemagne et la Suède. Il faudrait aussi prendre en considération la nécessité de maintenir un équilibre entre la protection des inventions et leur diffusion, et notamment analyser le rôle des licences "non volontaires".

61. Le représentant du Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement a mentionné les problèmes rencontrés par les entreprises publiques des pays en développement et des pays en transition qui exécutaient des programmes d'ajustement structurel et privatisaient leur économie. Il a proposé que, pour favoriser un ajustement axé sur le développement, le Groupe de travail examine la mesure dans laquelle les problèmes du développement technologique étaient pris en considération dans les programmes d'ajustement structurel. Le Groupe pourrait aussi étudier la question des droits de propriété intellectuelle en tant qu'éléments de la politique d'investissement. La CNUCED pouvait jouer un rôle important, au niveau des orientations et de la coordination, en rapprochant les investisseurs et les institutions à vocation scientifique et technologique.

Décision du Groupe de travail spécial

62. A sa quatrième séance (séance de clôture), le 29 janvier 1993, le Groupe de travail a adopté le projet de programme de travail présenté par le Président à l'issue de consultations informelles (TD/B/WG.5/L.2). (Voir l'annexe I du présent rapport.)

Déclarations faites à la quatrième séance (séance de clôture)

63. L'expert des Etats-Unis d'Amérique, parlant en qualité de représentant du secteur privé, a déclaré que le Groupe de travail avait été le théâtre d'un échange de vues fructueux sur des questions d'une importance capitale. On ne pouvait que se féliciter de l'esprit de partenariat et de compréhension qui avait régné tout au long de la session.

64. Le Chili avait soulevé une question fondamentale, celle de la compétitivité, ce qui avait aidé le Groupe de travail à passer de l'abstrait au concret. Dans une économie mondiale interdépendante, le développement technologique intéressait non seulement les pays du tiers monde, mais encore toutes les entreprises de tous les pays. Certains experts affirmaient désormais que la concurrence s'exerçait non plus entre les pays, mais entre les entreprises. La concurrence entre les entreprises encourageait les alliances stratégiques et le partenariat, ce qui profitait aux consommateurs de tous les pays en faisant baisser les prix, en élargissant le choix et en stimulant l'activité économique et l'emploi, tout en favorisant l'échange de techniques. La technologie progressait chaque jour grâce à l'innovation, à l'imitation ou à l'adaptation, les entreprises s'efforçant de fournir à leurs clients les biens et services dont ils avaient besoin. Elles devaient toutes s'assurer des débouchés et le partenariat était à cet égard indispensable. Il était donc tout à fait justifié et réaliste de mettre l'accent sur la compétitivité.

65. De nombreuses délégations avaient souligné que les techniques étaient détenues par des entreprises. Cela était vrai, mais la coopération industrielle et commerciale entre les gouvernements pouvait inciter les entreprises à conjuguer leurs efforts pour transmettre leur savoir-faire aux pays en développement. A cet égard, on pouvait citer le cas de l'aide à l'ANASE, qui avait demandé aux Etats-Unis de transférer davantage de techniques aux pays membres de l'Association. Les représentants

du Gouvernement des Etats-Unis avaient dû expliquer que ce dernier ne possédait pas lui-même de techniques qu'il puisse transférer. A l'issue de discussions qui avaient duré quelques années, une solution avait été trouvée pour encourager le transfert de technologie : la création d'un institut Etats-Unis/ANASE pour les échanges technologiques. Cet organisme s'employait activement à faire connaître aux entreprises des Etats-Unis - et en particulier aux moyennes entreprises - les débouchés offerts par le marché de l'ANASE. Plusieurs activités et missions avaient été organisées pour attirer des PMA des Etats-Unis. Il était intéressant de noter que ces missions étaient financées par des contributions versées par de grandes sociétés multinationales américaines.

66. A propos de la formation, qui jouait un rôle important, l'exemple de la création conjointe, par un institut du Gouvernement malaisien et Hewlett Packard, d'un laboratoire pour la fabrication intégrée par ordinateur en Malaisie montrait que, quand on parvenait à attirer des investissements, la formation suivait. Celle-ci contribuait ensuite à renforcer l'utilité des techniques transférées. Les mesures prises en Malaisie aidaient grandement l'industrie à se doter des dernières techniques manufacturières et étayaient les efforts déployés par le gouvernement pour faire du pays une nation développée.

67. Enfin, en ce qui concernait les petites et moyennes entreprises, l'expert a fait observer qu'en Thaïlande, plus de 1 000 PME (dont beaucoup étaient entièrement détenues par des Thaïlandais), approvisionnaient les grandes sociétés qui s'implantaient dans le pays. Les moyennes entreprises devenaient ainsi souvent de très gros fournisseurs et se lançaient elles-mêmes par la suite dans l'exportation, quand elles avaient perfectionné leurs compétences et trouvé un créneau sur le marché international.

68. En conclusion, l'expert a déclaré que le Groupe de travail avait adopté une démarche très concrète. Les entreprises qu'il représentait étaient prêtes à participer à ses travaux et à contribuer effectivement à accroître le transfert de technologie aux pays en développement.

69. L'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED a dit que le secrétariat se félicitait des résultats obtenus par le Groupe de travail. Le programme de travail qui venait d'être adopté était à la fois ambitieux et réaliste. Les questions retenues - compétitivité internationale, renforcement des capacités technologiques et techniques écologiques - étaient au coeur des préoccupations de la CNUCED. Ce programme était novateur et ouvrirait sans doute de nouveaux horizons dans plusieurs domaines. En particulier, le Groupe prévoyait un échange de données d'expérience fondé sur des monographies nationales établies par divers pays n'ayant pas le même niveau de développement technologique, n'appartenant pas aux mêmes régions et ne présentant pas les mêmes caractéristiques. C'était là une excellente initiative, pleinement conforme à l'esprit de Carthagène, et le secrétariat ferait tout son possible pour faciliter les travaux dans ce domaine. Le succès de l'entreprise dépendait cependant beaucoup de la bonne volonté des pays, mais l'Adjoint du Secrétaire général était sûr qu'ils seraient nombreux à présenter des monographies,

la présence de plus de 30 représentants de gouvernements à la première session du Groupe de travail témoignant clairement de l'intérêt qu'ils portaient à la question des investissements et du transfert de technologie. La coopération qui avait caractérisé la première session incitait à l'optimisme.

70. Le Président a déclaré que le programme de travail qui venait d'être adopté représentait un excellent point de départ. Un esprit de coopération avait régné à la première session et la participation d'experts envoyés par les gouvernements avait été très utile. Il se félicitait de la proposition faite par une délégation d'organiser, pendant l'été de 1993, un séminaire sur le transfert et la mise au point de techniques écologiques, auquel seraient invités certains pays en développement. C'était là un signe très encourageant et il fallait espérer que d'autres pays - développés, en développement ou en transition vers une économie de marché - suivraient cet exemple.

71. Pour mener à bien la tâche future, le Président ferait appel à la coopération du Bureau du Groupe de travail. Il avait déjà consulté le secrétariat au sujet de la mise en route des travaux, et les participants recevraient bientôt des renseignements concernant l'établissement des monographies. La coordination serait assurée avec le secrétariat, en vue de bien préparer la deuxième session.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

72. La première session du Groupe de travail spécial a été ouverte le 25 janvier 1993 par l'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED, qui a fait une déclaration liminaire (voir les paragraphes 2 à 4).

B. Election du Bureau (Point 1 de l'ordre du jour)

73. A sa 1ère séance, le 25 janvier 1993, le Groupe de travail spécial a élu le bureau suivant */ :

<u>Président</u> :	M. Masafumi Nagao	(Japon)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. Paul Pennell Buck	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
	M. Syed Jamaluddin	(Bangladesh)
	M. Euvgeni Manakine	(Fédération de Russie)
	M. Msuya Mangachi	(République-Unie de Tanzanie)
	M. Soenaryo Danusaputro	(Indonésie)
<u>Rapporteur</u> :	M. Carlos Correa	(Argentine)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 2 de l'ordre du jour)

74. A la même séance, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour provisoire publié par le secrétariat de la CNUCED sous la cote TD/B/WG.5/1. L'ordre du jour de la première session était donc le suivant :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Elaboration du programme de travail du Groupe de travail
4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil.

*/ Conformément à la décision prise par le Conseil du commerce et du développement à la première partie de sa trente-neuvième session, le Bureau élu à la première session du Groupe de travail spécial restera en fonction pendant toute la durée du mandat du Groupe.

D. Ordre du jour provisoire de la deuxième session
du Groupe de travail

(Point 4 de l'ordre du jour)

75. A sa 4ème séance (séance de clôture), le 29 janvier 1993, le Groupe de travail a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (TD/B/WG.5/L.3). (Voir l'annexe II du présent rapport.)

76. A propos des dates exactes de la deuxième session qui, d'après le paragraphe 9 du programme de travail (voir l'annexe I), devait se tenir à la fin de 1993, le Groupe de travail a décidé d'en référer au Groupe chargé des questions de calendrier.

E. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil

(Point 6 de l'ordre du jour)

77. Toujours à sa séance de clôture, le Groupe de travail a adopté le projet de rapport sur sa première session (TD/B/WG.5/L.1 et Add.1), avec de légères modifications, et a autorisé le rapporteur à y mettre la dernière main.

ANNEXES

Annexe I

PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL

1. Conformément au texte intitulé "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène", adopté à la huitième session de la Conférence, le Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie, compte tenu de son mandat qui figure dans l'annexe C de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil, a approuvé le programme de travail ci-après.

I. OBJECTIFS POURSUIVIS

2. Conformément au paragraphe 6 du mandat, les travaux du Groupe de travail spécial devraient favoriser la formation d'un consensus, avoir une orientation pragmatique et déboucher sur l'établissement d'un rapport fondamental sur l'interaction des investissements et de la technologie, indiquant comment les facteurs connexes influent sur le renforcement des capacités technologiques et sur la compétitivité internationale dans le processus de développement économique. En examinant les questions retenues et en résumant et analysant des données empiriques à ce sujet, ce rapport devrait traiter des préoccupations des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, et des pays passant à l'économie de marché. Il devrait notamment rendre compte i) des résultats des discussions au sein du Groupe de travail spécial, et ii) des monographies nationales visant à déterminer les politiques qui renforcent et améliorent la compétitivité internationale des pays. Le Groupe de travail spécial devrait également définir, en vue de leur examen, les domaines dans lesquels il conviendrait de renforcer la coopération.

II. QUESTIONS SPECIFIQUES

3. Les trois questions ci-après composent le thème unificateur de l'interaction des investissements et du transfert de technologie. Les éléments énumérés sous chaque rubrique aideront à préciser la nature des débats et des discussions au cours des réunions prévues au programme de travail du Groupe. Ils devraient en outre guider le rassemblement et l'examen des études existantes, ainsi que l'établissement et l'analyse des monographies nationales.

4. Le Groupe de travail spécial examinera et débattrà les questions ci-après :

A. Courants d'investissement, transfert de technologie et compétitivité :

- a) Les diverses filières commerciales pour le transfert de technologie, y compris les modes de transfert de technologie lié aux investissements ainsi que le cadre de ce transfert, notamment la protection des droits de propriété intellectuelle;

* / Adopté par le Groupe de travail spécial à sa 4ème séance (séance de clôture), le 29 janvier 1993.

- b) Transfert de technologie par et vers les petites et moyennes entreprises, ainsi que les grandes sociétés multinationales;
 - c) Mesures que les pays pourraient prendre pour accroître leur capacité de création, d'adaptation et d'amélioration de la technologie, afin notamment de promouvoir les courants d'investissement et de technologie;
 - d) Incidences des techniques nouvelles et naissantes sur la structure de l'investissement, des courants de technologie et de la compétitivité;
 - e) Politiques et mécanismes visant à faciliter le transfert de technologie et la coopération entre entreprises, instituts de recherche et universités dans tous les pays, en particulier les pays les moins avancés;
 - f) Aspects du transfert et de la mise au point de techniques dans les pays exécutant des programmes d'ajustement structurel.
- B. Renforcement des capacités technologiques dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, et dans les pays passant à l'économie de marché :
- a) Processus de renforcement des capacités technologiques, allant de l'évaluation à l'acquisition et à la mise au point de techniques;
 - b) Mécanismes novateurs pour la mobilisation de ressources financières en vue de faciliter le transfert de technologie;
 - c) Transfert et mise au point de techniques industrielles et agricoles d'une importance critique pour les pays en développement;
 - d) Mise en valeur des ressources humaines et rôle de la recherche-développement (R-D) dans le renforcement des capacités technologiques, utilisation des résultats de la R-D par le secteur productif et possibilités d'établir des arrangements de coopération internationale.
- C. Transfert et mise au point de techniques écologiques :
- a) Questions concernant la mise au point, le transfert et la diffusion de techniques écologiques qui ont des incidences sur la compétitivité et le développement;
 - b) Politiques et mesures pour la promotion, la mise au point, la diffusion et le financement de techniques écologiques, en particulier dans les pays en développement, en tenant compte de la nécessité de fournir aux innovateurs des encouragements pour la recherche-développement sur ces techniques.

III. ORGANISATION DES TRAVAUX

5. Coordination pour l'exécution du programme de travail :

- Les membres du bureau du Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie, ou leurs représentants à Genève, coordonneront l'exécution des activités inscrites au présent programme de travail.

6. Un atelier sera organisé sur le transfert et la mise au point de techniques écologiques.

7. Contribution du secrétariat de la CNUCED :

- a) Examen et analyse des documents et ouvrages existants sur des questions concernant la technologie et les investissements, y compris les indicateurs technologiques;
- b) Examen des travaux réalisés par des organismes des Nations Unies et certaines organisations non gouvernementales concernant des aspects de la technologie liés aux investissements;
- c) Textes juridiques - mise à jour et augmentation de l'étude faite par la CNUCED en 1982, intitulée "Compilation de textes juridiques relatifs au transfert et au développement de la technologie" (TD/B/C.6/81, du 4 août 1982).

8. Méthode de travail :

- a) Echange de données d'expérience à partir de monographies nationales. L'utilisation de méthodes communes sera encouragée en vue de faciliter la comparaison des résultats (voir l'annexe). En veillant à l'équilibre géographique et en tenant compte de la diversité des situations et des expériences, on invitera les pays à établir des monographies nationales. Le Président, assisté des membres du bureau du Groupe de travail spécial et en consultation avec le Secrétaire général de la CNUCED, sollicitera des monographies, établira un calendrier et mettra au point des plans détaillés pour ces études;
- b) Discussions au Groupe de travail spécial;
- c) Examen et analyse de la documentation existante et des travaux d'autres institutions.

9. Calendrier des travaux :

- a) Atelier sur le transfert et le développement de techniques écologiques Eté 1993

- b) Deuxième session du Groupe de travail spécial, Fin de 1993
avec présentation et examen de monographies
nationales, dans leur version préliminaire
ou finale
- c) Rédaction du rapport définitif du Groupe de Printemps 1994
travail spécial (troisième session) et
présentation et examen de la version finale
des monographies nationales

Les monographies nationales doivent rendre compte de la diversité des niveaux de maturité technologique des pays et d'autres conditions particulières. Pour permettre une comparaison valable, elles pourraient traiter les questions ci-après :

Politiques gouvernementales : Politiques destinées à accroître l'investissement et le transfert et la diffusion de la technologie dans des conditions commerciales, et concernant notamment le régime fiscal, la protection des droits de propriété intellectuelle, les encouragements et la structure juridique (à savoir, les mécanismes de règlement des différends), ainsi qu'à promouvoir le développement d'infrastructures de base.

Politiques relatives aux ressources humaines : Politiques visant à accroître la capacité d'absorption des pays et à développer les capacités endogènes, en particulier grâce à la formation et à l'éducation. Des exemples d'efforts de coopération en cours entre le pays d'accueil et des organisations multilatérales/internationales devraient être donnés.

Secteur des entreprises : Exemples spécifiques de participation des entreprises à la croissance des investissements (étrangers et nationaux), en particulier des petites et moyennes entreprises, et rôle de la technologie dans cette croissance.

En traitant les questions ci-dessus, il importe de prendre en considération différents types de technologie et différentes sources de transfert.

Annexe II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION
DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL */

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
2. Interaction des investissements et du tranfert de technologie :
 - a) Courants d'investissements, transfert de technologie et compétitivité
 - b) Renforcement des capacités technologiques dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, et dans le pays passant à une économie de marché
 - c) Transfert et mise au point de techniques écologiques

(Le débat sera fondé sur des monographies nationales, préliminaires ou finales, et d'autres rapports sur la question.)
3. Ordre du jour provisoire de la dernière (troisième) session du Groupe de travail
4. Questions diverses
5. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce et du développement

*/ Approuvé par le Groupe de travail spécial à sa 4ème séance (séance de clôture), le 29 janvier 1993.

Annexe III

PROPOSITIONS CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL

Communication distribuée à titre informel par la délégation
des Etats-Unis d'Amérique

But : Atteindre tous les objectifs énoncés dans le mandat du Groupe de travail, accomplir une tâche qui soit utile aux pays membres et qui puisse être terminée dans les délais fixés au Groupe de travail spécial, et réduire au minimum le besoin de ressources additionnelles.

Réunions du Groupe de travail : Le Groupe de travail devrait s'acquitter de sa tâche en deux réunions :

Réunion de l'automne 1993 : Vues d'autorités reconnues sur les facteurs qui interviennent dans le transfert et la mise au point de techniques.

Des autorités reconnues au niveau international dans le domaine du transfert de technologie - représentants de gouvernements et d'organisations internationales et non gouvernementales, théoriciens, chercheurs et universitaires et représentants de secteur privé - devraient être invitées à donner leur avis sur les facteurs qui influencent le transfert, l'assimilation et la mise au point de techniques. Les débats devraient mettre en lumière les moyens par lesquels les pays peuvent améliorer les conditions du transfert de technologie. Avant la réunion, les gouvernements remettraient au secrétariat une liste des représentants du secteur privé, des administrations publiques, des organisations internationales, ainsi que des théoriciens, chercheurs et universitaires, qu'il conviendrait d'inviter expressément à présenter des exposés par écrit ou oralement.

Réunion du printemps 1994 : Les pays membres pourraient s'informer mutuellement de leur expérience et de ce qu'ils ont fait pour encourager le transfert de technologie. Il pourrait notamment y avoir un débat sur les avantages retirés de l'amélioration de la protection juridique nationale pour les investissements étrangers, le régime de licences et la propriété intellectuelle, ainsi que de la réduction à un minimum des facteurs qui entravaient auparavant le transfert de technologie. Ces échanges pourraient contribuer puissamment à la compréhension internationale. La réunion serait particulièrement utile si les participants avaient une expérience et venaient de régions très diverses.

Compilation de textes : Il serait utile que les pays membres fournissent des textes pour faciliter les débats des réunions du Groupe de travail. Deux études sont proposées :

Textes juridiques : Mise à jour et développement de l'étude faite en 1982 par le secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.6/81, 4 août 1982), intitulée "Compilation de textes juridiques relatifs au transfert et au développement de la technologie". L'étude devrait être aussi vaste que possible et fondée sur

des questionnaires adressés aux pays membres, concernant les législations, règles et règlements nationaux relatifs au transfert et à la mise au point de techniques. Elle pourrait être étendue aux accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux qui prévoient et facilitent le transfert de technologie.

Publications : Des études faites par d'autres organisations internationales telles que l'OCDE et la Banque mondiale, et articles d'experts, sur le transfert de technologie et ses relations avec le commerce, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et d'autres facteurs. Le travail à ce sujet pourrait être facilité par des questionnaires adressés aux pays membres et aux organisations internationales et organisations non gouvernementales, demandant les publications les plus récentes sur les sujets visés dans le mandat.

Annexe IV

PARTICIPATION */

1. Les Etats membres de la CNUCED ci-après, membres du Groupe de travail spécial, étaient représentés à la session :

Algérie	Japon
Allemagne	Liban
Arabie saoudite	Maroc
Argentine	Mexique
Autriche	Myanmar
Bangladesh	Nigéria
Brésil	Norvège
Chili	Pays-Bas
Chine	Philippines
Colombie	République de Corée
Côte d'Ivoire	République populaire
Croatie	démocratique de Corée
Cuba	République slovaque
Danemark	République tchèque
Egypte	République-Unie de Tanzanie
Espagne	Roumanie
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Fédération de Russie	et d'Irlande du Nord
Finlande	Sénégal
France	Suède
Ghana	Suisse
Grèce	Turquie
Hongrie	Venezuela
Indonésie	Zambie
Italie	Zimbabwe
Jamahiriya arabe libyenne	

2. Les autres Etats membres de la CNUCED ci-après, qui ne font pas partie du Groupe de travail spécial, étaient représentés en qualité d'observateurs :

Afghanistan	Madagascar
Australie	Malaisie
Belgique	Népal
Bolivie	Paraguay
Dominique	Pérou
Ethiopie	Portugal
Guinée équatoriale	Qatar
Inde	Sri Lanka
Iran (République islamique d')	Thaïlande
Irlande	Uruguay

*/ La liste des participants porte la cote TD/B/WG.5/INF.1.

3. La Commission économique pour l'Europe était représentée à la session.

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées suivantes étaient représentées :

Banque mondiale
Fonds monétaire international
Organisation internationale du Travail
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

5. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées à la session :

Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement
Communauté économique européenne
Ligue des Etats arabes
Organisation de l'unité africaine.

6. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées :

Catégorie générale

Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises
Chambre de commerce internationale
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies

Catégorie spéciale

Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique
Société internationale des cadres en licences.
